

Certification du cacao et lutte contre la déforestation

Compte-rendu de l'atelier avec Rainforest Alliance,
Max Havelaar France et Fairtrade International

6-7 juillet 2021, Cirad (Paris)

Chantier 2 – Certification de la zéro déforestation

Aurélie Carimentrand

1. PRESENTATION ET PROGRAMME DE L'ATELIER

Cet atelier a été organisé par le CIRAD dans le cadre du chantier thématique du Comité Scientifique et Technique Forêt (CSTF) portant sur la certification de l'objectif zéro-déforestation dans la filière cacao. Il a réuni des représentants de Rainforest Alliance, Fairtrade International et Max Havelaar France et du comité de suivi de la SNDI (ministères) afin de clarifier les points de convergence entre ces organismes gestionnaires de standards et la SNDI. Il a eu lieu les 6 et 7 juillet 2021 dans les locaux du Cirad à Paris et en distanciel (mixte présentiel/distanciel). Une partie des séances a été menée en anglais, l'autre en français (cf. programme).

Les 4 grands objectifs de cet atelier étaient de :

1. Partager le diagnostic des limites des standards par rapport aux exigences de la SNDI à travers la discussion des résultats issus du rapport et du questionnaire ;
2. Elaborer une démarche de progrès pour accroître la compatibilité des mécanismes de certification de Rainforest Alliance et Fairtrade/Max Havelaar avec la SNDI ;
3. Formaliser un dialogue entre les organismes gestionnaires de ces deux standards et les pouvoirs publics français ;
4. S'interroger sur les liens entre le chantier 2 du CST-Forêt sur la certification de la zéro-déforestation/ le groupe de travail cacao de la SNDI et la dynamique FRISCO.

Programme

Mardi 6 juillet

Matinée en français

11h-11h15 - Ouverture de l'atelier (Guillaume Lescuyer) et présentation des objectifs et du programme (Aurélié Carimentrand)

11h15-11h45 Les enjeux et état actuel de mise en œuvre de la SNDI (Guillaume Lescuyer)

11h45-12h45 : Session 1 / Présentation des résultats du rapport et du questionnaire (30') et discussion (30')

11 Participants : Thierry Touchais (représentant de Rainforest Alliance pour la France, l'Italie et l'Espagne), Ruth Rennie (Director of Standards & Assurance, Rainforest Alliance), Fabián Calvo Romero (Biodiversity manager, Rainforest Alliance), Blaise Desbordes (directeur, Max Havelaar France), Laurie Roubas (Responsable du pôle Relation Producteurs, Programmes et Impacts, Max Havelaar France), Chloé Curtet (chargée d'études d'impacts, Max Havelaar France), Philippe Pipraud (Ministère de l'Agriculture), Christian Castellanet (Comité Scientifique et Technique Forêt, GRET/ en visio), Emilie Sarrazin (présidente du comité des standards de Fairtrade International/ en visio). Animateurs : Aurélié Carimentrand (consultante), Guillaume Lescuyer (chercheur, CIRAD-CIFOR),

Après-midi en anglais

14h-15h30 : Session 2 / Les enjeux de la SNDI pour Rainforest Alliance et Fairtrade International/Max Havelaar France et leurs processus internes de révision des standards / *Challenges in relation with the SNDI and internal processes for amending standards (en anglais)*

15h30-16h15 : Session 3.1 / Les régimes de traçabilité / *Traceability systems (en anglais)*

16h15-17h : Session 3.2 / L'amélioration du suivi de la déforestation et de la dégradation des forêts / *Improved monitoring of deforestation/forest degradation (en anglais)*

17h-17h30h : Session 3.3 / Les approches juridictionnelles / *Jurisdictional approaches (en anglais)*

12 Participants : Thierry Touchais (représentant de Rainforest Alliance pour la France, l'Italie et l'Espagne), Ruth Rennie (Director of Standards & Assurance, Rainforest Alliance), Fabián Calvo Romero (Biodiversity manager, Rainforest Alliance), Blaise Desbordes (directeur, Max Havelaar France), Laurie Roubas (Responsable du pôle Relation Producteurs, Programmes et Impacts, Max Havelaar France), Chloé Curtet (chargée d'études d'impacts, Max Havelaar France), Philippe Pipraud (Ministère de l'Agriculture), Philippe Delétain (Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères), Jon Walker (Global Product Manager Cocoa, Fairtrade International, en visio), Juan Pablo Solís (Environment and Climate Change senior Advisor, Fairtrade International, en visio). Animateurs : Aurélie Carimentrand (consultante), Guillaume Lescuyer (chercheur, CIRAD-CIFOR).

Mercredi 7 juillet 2021

9h-10h45 : Session 4 / Formalisation d'une démarche de progrès pour accroître la compatibilité des standards de Rainforest Alliance et Fairtrade avec la SNDI / Rainforest Alliance and Fairtrade: What contribution to the SNDI? What can be done? What are the limits? (en anglais)

14 Participants : Thierry Touchais (représentant de Rainforest Alliance pour la France, l'Italie et l'Espagne), Ruth Rennie (Director of Standards & Assurance, Rainforest Alliance), Fabián Calvo Romero (Biodiversity manager, Rainforest Alliance), Blaise Desbordes (directeur, Max Havelaar France), Laurie Roubas (Responsable du pôle Relation Producteurs, Programmes et Impacts, Max Havelaar France), Chloé Curtet (chargée d'études d'impacts, Max Havelaar France), Philippe Pipraud (Ministère de l'Agriculture), Philippe Delétain (Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères), Sarah Prince-Robbin (Commissariat Général au Développement Durable), Christophe Ducastel (AFD), Jon Walker (Global Product Manager Cocoa, Fairtrade International, en visio), Juan Pablo Solís (Environment and Climate Change senior Advisor, Fairtrade International, en visio). Animateurs : Aurélie Carimentrand (consultante), Guillaume Lescuyer (chercheur, CIRAD-CIFOR),

Séance ouverte :

11h-13h : Session 5 / Liens avec l'initiative FRISCO et avec la constitution d'un groupe de Travail Cacao du comité de suivi de la SNDI

15 Participants : Thierry Touchais (représentant de Rainforest Alliance pour la France, l'Italie et l'Espagne), Ruth Rennie (Directrice Standards & Assurance, Rainforest Alliance), Fabián Calvo Romero (Biodiversity manager, Rainforest Alliance), Blaise Desbordes (directeur, Max Havelaar France), Laurie Roubas (Responsable du pôle Relation Producteurs, Programmes et Impacts, Max Havelaar France), Chloé Curtet (chargée d'études d'impacts, Max Havelaar France), Philippe Pipraud (Ministère de l'Agriculture), Philippe Delétain (Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères), Sarah Prince-Robbin (Commissariat Général au Développement Durable), Diane Simiu (Commissariat Général au Développement Durable), Christophe Ducastel (AFD), Matthieu Auger-Schwartzberg (AFD/ en visio), Christian Castellanet (CST Forêts, GRET / en visio). Animateurs : Aurélie Carimentrand (consultante), Guillaume Lescuyer (chercheur, CIRAD-CIFOR).

+ 11 Invités en visio : Laure de Lambert-Escard (responsable des affaires publiques, Alliance 7), Matthieu Perrier (chargé de mission affaires publiques et communication, Alliance 7), Yannick Nguyen (responsable RSE agriculture durable Nestlé France), Carole Seignovert (directrice de la

RSE, Valrhona), Benjamin Garnier (Nitidae), Julien Gonnet (Nitidae), Romuald Vaudry (expert à l'EFI/ Institut forestier européen), Violaine Berger (IDH), Laure Astorg (directrice de l'alliance pour la préservation des forêts), Gabriel Pitous (stagiaire au Commissariat général au développement durable), Mathilde Brochard (Commerce Equitable France).

2. COMPTE-RENDU DES SESSIONS

2.1 Compte-rendu de la session 1 : Partage des résultats du rapport et du questionnaire

Aurélié Carimentrand a présenté le rapport intitulé « Certification du cacao et lutte contre la déforestation. Etat des lieux sur la déforestation importée et les schémas de certification de l'objectif zéro-déforestation dans la filière cacao » [publié par le CST Forêts en juin 2021¹]. Ce rapport dresse un panorama actualisé de la filière française du cacao (acteurs, provenance des fèves...), de ses mécanismes de certification, des impacts de la cacaoculture sur le couvert forestier et des initiatives du secteur en faveur de la protection des forêts.

Ce rapport analyse et compare les 3 principaux mécanismes de certification (cahiers des charges, procédures) au regard des exigences de la SNDI en les resituant dans la dynamique de déforestation importée liée aux importations françaises de produits chocolatés. Il traite également des enjeux liés à l'amélioration de leur effectivité sur le terrain. Ce faisant il montre que Rainforest Alliance et Fairtrade constituent les deux labels sur lesquelles pourraient s'appuyer la SNDI pour atteindre ses objectifs. Les « points faibles » identifiés pour une totale cohérence avec la SNDI sont le régime de traçabilité « bilan de masse », l'adoption et la mise en œuvre partielle des approches HCV et HCS, la conduite et la transparence des audits, et enfin, pour Fairtrade uniquement les seuils de déforestation et de dégradation (date butoir, définition de la déforestation). Face à ces constats et aux problèmes de mise en œuvre des standards sur le terrain, le rapport propose de prioriser trois chantiers : (1) la traçabilité effective à la parcelle, (2) la juste rémunération des services de protection des écosystèmes carbone rendus par les producteurs (augmentation les primes et/ou instauration de mécanismes alternatifs de rémunération), (3) des projets pilotes basées sur une approche juridictionnelle dans les zones à risque de déforestation (voir diaporama ci-dessous) :

¹ <https://www.cst-foret.org/actualite/rapport-detude-sur-la-deforestation-importee-et-la-certification-dans-la-filiere-cacao/>

Rapport & Questionnaire cacao



<https://www.cst-foret.org/actualite/rapport-detude-sur-la-deforestation-importee-et-la-certification-dans-la-filiere-cacao/>

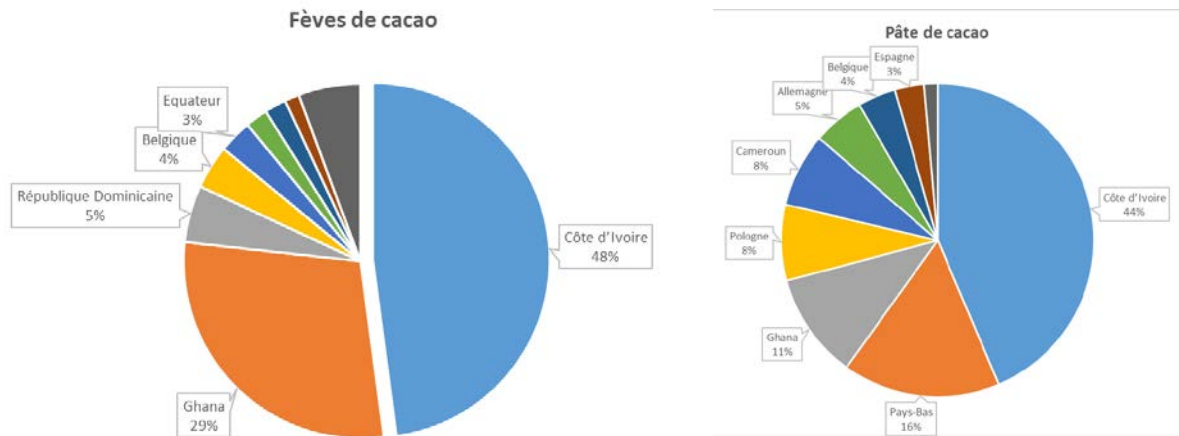


Le rapport : un Etat des lieux sur la déforestation importée et les schémas de certification au prisme de la SNDI

- Description actualisée de la filière française du cacao (acteurs, provenance des fèves..) et de ses mécanismes de certification
- Impact de la cacaoculture sur le couvert forestier et initiatives en faveur de la protection des forêts
- Analyse et comparaison des 3 principaux mécanismes de certification (cahiers des charges, procédures)
- Enjeux liés à l'amélioration de leur effectivité sur le terrain



La France s'approvisionne principalement en Côte d'Ivoire et au Ghana...



Importations annuelles de la France:
environ 425 000 tonnes de fèves et équivalent-fèves
+ 460 000 tonnes de chocolat

... Deux pays confrontés à la déforestation et à la dégradation de leur couvert forestier

Au Ghana la cacaoculture serait responsable de 31% de la déforestation (1990-2008), soit 620 000 ha

En Côte d'Ivoire la cacaoculture aurait dégradé a plus de 75% au moins 750 000 de forêts tropicales classées

- Système « défriche/migrations » à bout de souffle (monoculture de plein soleil)
- Comment financer les stratégies post-forestières (agroforesterie, réhabilitation des jachères)?

Des labels qui ont connu un développement rapide dans la filière cacao

Standard	Superficie récoltée en cacao en 2018 (en ha)	Part de la surface totale	Variation 2014-2018	Production de cacao certifié en 2018 (en tonnes)
Agriculture biologique	723 487	2,7%	+38,6%	180 412
Fairtrade	1 178 644	10%	+173,4%	536 556
Utz	3 007 123	25,4%	+100,2%	1 600 161
Rainforest Alliance	723 487	6,1%	-14,5%	404 253

Verger cacaoyer mondial: 11,8 millions d'hectares
Production mondiale: 5,2 millions de tonnes



Comité scientifique et technique forêt

5

Focus sur la Côte d'Ivoire: 50% du cacao est certifié

Fairtrade:

- 323 coopératives certifiées en 2018, soit plus de 322 000 producteurs (18 en 2013, première coopérative certifiée en 2004)

UTZ / Rainforest Alliance

- 330 000 producteurs (premiers audits en 2008 pour Utz, 2005 pour RA)



Comité scientifique et technique forêt

6

Focus sur la France

- En 2019, 94 millions de produits chocolatés certifiés FAIRTRADE vendus sur le marché français (34 marques françaises et 48 marques internationales), soit 2,3% du marché estimé à 4 milliards d'euros. Pas d'engagement des grands chocolatiers.
- Rainforest Alliance: engagement de quelques grands acteurs (Nestlé, Mars)
- Concurrence avec les labels « maison » (exemple de la marque Côte d'Or qui a remplacé la grenouille par son logo Cocoa Life)
- Les marchés bio et gourmet progressent



Analyse et comparaison des labels

- Rainforest Alliance, Fairtrade et ISO 34101 retenus comme les trois labels les plus compatibles avec les ambitions de la SNDI
- Identification de leurs « points faibles » au regard de la SNDI:
 - Seuils de déforestation et de dégradation
 - Adoption des approches HCV et HCS
 - Régime de traçabilité « bilan de masse »
 - Conduite et transparence des audits





Trois grands enjeux

1. La traçabilité à la parcelle
2. La rémunération des services de protection des écosystèmes à haute valeur écologique et à haut stock de carbone rendus par les producteurs (augmenter les primes et/ou instaurer des mécanismes alternatifs de rémunération)
3. La mise en œuvre d'une approche territoriale dans les zones les plus à risque



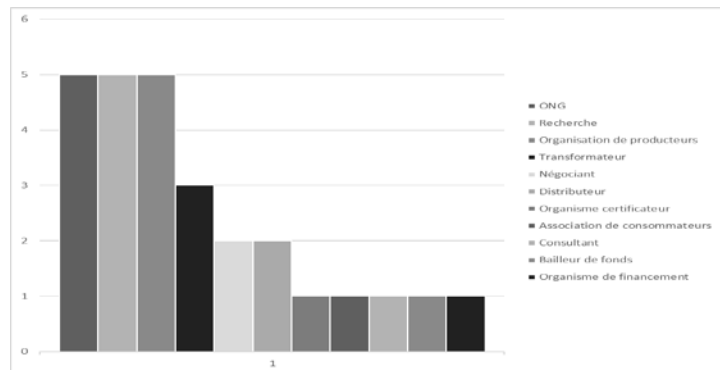
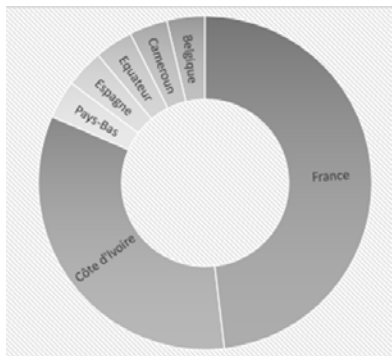
9

Aurélié Carimentrand a ensuite présenté brièvement les résultats du questionnaire intitulé « Filière cacao / Quelle démarche de progrès envisager pour accroître la compatibilité des mécanismes de certification avec les exigences de la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI) ? » et visant à recueillir les avis et suggestions des différents types acteurs de la filière cacao sur les constats dressés dans l'état des lieux et sur les obstacles à lever. Ce questionnaire en ligne a été rempli directement par les répondants via sur l'application « Google Forms ». Il a été diffusé par mail et via le réseau professionnel LinkedIn. Il est resté ouvert durant deux mois (mi-avril/mi-juin 2021). Il comporte neuf sections dont une destinée à définir le profil du répondant (pays/catégorie d'acteur). Les huit autres sections concernent les points d'attention liés à la faible adoption des labels, à différents critères des cahiers des charges ainsi qu'à leur mise en œuvre opérationnelle. Pour chacune des questions, un résumé préalable du constat était proposé. 27 personnes ont répondu à ce questionnaire parmi lesquels 13 sont basés en France, 9 en Côte d'Ivoire, un aux Pays-Bas, un en Espagne, un en Belgique, un au Cameroun et un en Equateur. Parmi ces répondants on compte des représentants de différents types d'organisations : ONG (5) recherche (5), organisations de producteurs (5), transformateurs de cacao (3) négociants (2) distributeurs (2), organisme certificateur (1), bailleur de fond (1), organisme de financement (1), cabinet de consultance (1) et association de consommateurs (1).

Le questionnaire

Objectif: Recueillir les avis et suggestions des différents types acteurs de la filière cacao sur les constats dressés dans l'état des lieux et sur les obstacles à lever.

27 répondants:



1

Quelques grands résultats

- **Faible adoption des labels** expliquée par différents facteurs dont leur faible « retour sur investissement » pour les multinationales (surcoût vs impact environnemental peu démontré et faible sensibilité des consommateurs)
- Des avis partagés sur les questions portant sur l'élévation des exigences
- 100% d'avis favorables pour l'adoption d'approches juridictionnelles



Cette première session a permis de valider le diagnostic des limites des standards par rapport aux exigences de la SNDI à travers la discussion des résultats issus du rapport et du questionnaire. Les salariés de Rainforest Alliance et Max Havelaar France ont rappelé leur rôle « de marché » et demandé des précisions concernant le cadre en cours d'élaboration via la SNDI.

2.Compte-rendu de la session 2 : Les enjeux de la SNDI pour Rainforest Alliance et Fairtrade International/Max Havelaar France et leurs processus internes de révision des standards

Cette session a été menée en anglais avec la participation en visio de deux salariés de Fairtrade International. Les salariés de Max Havelaar France /Fairtrade International et Rainforest Alliance ont successivement présenté leurs mécanismes de certification et de révision des standards ainsi que les enjeux relatifs à la déforestation dans la filière cacao.

Fairtrade / Max Havelaar :

- Blaise Desbordes, le directeur de l'association Max Havelaar France a présenté le système Fairtrade / Max Havelaar en soulignant les spécificités de ce standard, à savoir la garantie d'un prix minimum et d'une prime, la structuration des producteurs en réseaux de coopératives et les activités de plaidoyer et d'accompagnement des producteurs. Il a également présenté les chiffres de la filière cacao certifiée Fairtrade pour 2019 et les projets en cours.
- Jon Walker, responsable de la filière cacao à la fédération Fairtrade International a pris le relais pour présenter les critères actuels de certification (traçabilité/déforestation) et le processus de révision du standard cacao. Les propositions issues du processus participatif de révision du standard Fairtrade pour le cacao: introduction d'une date butoir, géolocalisation des producteurs (avec accès des producteurs à leurs données), gestion des risques... convergent avec les exigences de la SNDI. Le nouveau standard devrait être validé en novembre 2021 au niveau du comité des standards de Fairtrade International (voir diaporamas ci-dessous).



ATELIER AVEC RAINFOREST ALLIANCE & FAIRTRADE / MAXHAVELAAR

ONG Max Havelaar France
Label Fairtrade/Max Havelaar

JUILLET 2021



FAIRTRADE WORLDWIDE



Fta - fairtrade africa

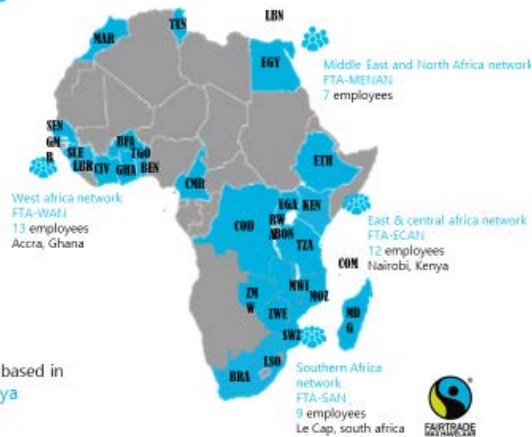
MAIN GOALS

- Demonstrate impact
- Improve access to international Fairtrade markets
- Support and assistance to producers
- Promote Fairtrade standards
- Adaptation to climate change
- Fight against child labor
- Gender equality



634 Producers Organization
31 countries

59 employees
Headquarters based in Nairobi, Kenya



SOURCES: FAIRTRADE INTERNATIONAL, MONITORING REPORT 11th EDITION - COIMPACT 2019

Economic guarantee



MINIMUM PRICE

Price established to cover sustainable production costs and to provide the basic needs of the family.

It constitutes a floor price in the event of low prices.

DEVELOPMENT PREMIUM

Premium paid to producers' or workers' organizations. Producers decide its use in a democratic way: improvement of production, material, investments in the social field (water supply, dispensaries, education, ...).

ORGANIC PREMIUM

Conversion to organic farming is encouraged by a premium for organic products.

PRE-FINANCING

The Fairtrade system strongly encourages buyers to offer producers' organizations pre-financing harvests at the beginning of the season (either directly or via a third party).

2021- MAX HAVELAAR FRANCE

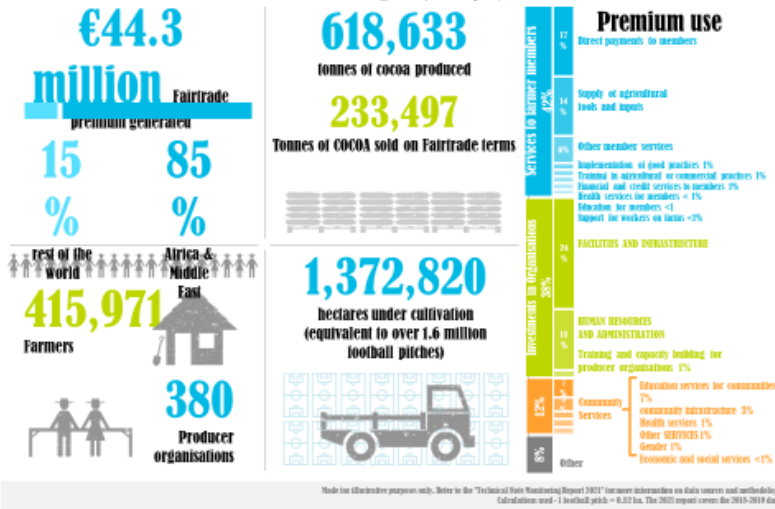


Fairtrade Cocoa report

CHANGE THE WORLD YOU WANT



2019 monitoring data (2021 report)



HOW FAIRTRADE DIFFERS FROM OTHER LABELS

- A **nonprofit** organization,
- **50%** Producer-owned,
- **Holistic** approach : fair trade lead to sustainability,
- **Minimum prices** that aim to cover the average costs of producing their crop sustainably – a vital safety net when market prices drop, **the Fairtrade Premium** – an extra sum of money paid on top of the selling price to invest in business or community projects of their choice, **decent working conditions** and **protection of the environment**.
- **Reform-oriented research** and an impact on **1.7 million of producers and workers involved**,
- **Globally known, globally trusted** : the Fairtrade Mark is the most widely recognized ethical certification label globally.



2021 - MAX HAVELAAR FRANCE

34

A RETENIR

- Fairtrade dispose d'un **réseau structuré de producteurs** dans les pays producteurs de cacao, travaillant à côté d'organisations certifiées, fournissant une formation, des conseils, un fonds de développement et des activités de plaidoyer.
- Fixer un **prix minimum obligatoire public et au-delà des coûts de production** pour le cacao est l'un des outils des systèmes de commerce équitable Il devrait aider les producteurs à se conformer aux réglementations environnementales.
- En tant que système de commerce équitable, Fairtrade fixe une **prime obligatoire, publique et substantielle** au-delà du prix d'achat du cacao? C'est l'un des outils des programmes de commerce équitable pour permettre aux organisations de producteurs d'investir dans des projets sociaux, économiques et environnementaux.
- **Le système de mass balance** est autorisé par FT et RA car l'impact pour les producteurs bénéficiaires est exactement le même que avec ségrégation.
- Fairtrade a mis en œuvre un mécanisme de **réglementation pour mieux contrôler les nouvelles entrées dans son système** et travailler avec des ONG sur des projets de cartographie / localisation (tels que la cartographie Mighty Earth en Afrique de l'Ouest)
- **Flocert assure la cohérence et l'impartialité** au sein de toutes les organisations de producteurs grâce à l'homogénéité des pratiques d'audit, au contrôle interne de la qualité. En effet, donner aux parties le choix entre plusieurs certificateurs pourrait générer des conflits d'intérêts sur le terrain, ou une diminution de l'exigence d'audit.



Les réalisations actuelles et futures de Fairtrade / Max havelaar

RENFORCEMENT CONTINU DES STANDARDS...

...ET DES PROGRAMMES D'APPUI

- ravageurs et produits dangereux**
 - Sensibilisation aux risques d'utilisation (Année 3 de DEV à CENTR)
 - Stockage minimisant les risques (CENTR, A3 à 3)
 - Étiqueter (de DEV année 3 à CENTR A3)
 - Nettoyage des récipients (A3 de DEV à CENTR)
- Ressources: sol et eau**
 - Identification des terres à risque d'érosion et des sources d'eau (A3 de DEV à CENTR)
 - Nouvelles formations - qualité de l'eau pour irriguer et transformer (Nouvel année 3 DEV)
 - Utilisation efficace de l'eau (Nouvel année 3 DEV)
- Biodiversité**
 - Interruption de la déforestation et dégradation des écosystèmes des membres en zones protégées et zones HCS (Nouvel An CENTR)
 - Procédure en place pour assurer que les membres protègent forêts et végétation (A3 CENTR)
 - Maintien et amélioration de la biodiversité (A6 DEV)
- Changement climatique**
 - Mesures d'adaptation au changement climatique (3) (Nouvel An DEV)
 - Mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre (Nouvel An DEV) (3)

SAKOFA AU GHANA
Augmenter les revenus des producteurs rices par la diversification des récoltes sur les parcelles de cacao et atténuer les effets du changement climatique

« Climate Academy » au Kenya
Améliorer la capacité des OP face à l'adaptation au changement climatique via des pratiques de gestion durable des terres agricoles et à la gestion des risques de catastrophe- 4000 producteurs dans 6 groupes de producteurs au Kenya

Les réalisations actuelles et futures de Fairtrade / Max havelaar

DES PARTENARIATS FORTS

GLOBAL LIVING WAGE COALITION

The Living Income Community of Practice

La Carte responsabilité pour le cacao

- Living wage Coalition
- living income Community of practice

Geolocalisation des OPs ivoiriennes avec **Mighty Earth**

DES PLATEFORMES EUROPÉENNES POUR UN CACAO DURABLE

- ALLEMAGNE
- SUISSE
- PAYS BAS
- BELGIQUE

Objectifs de la SNDI : Identifier des leviers pour la mise en œuvre d'une combinaison d'actions cohérentes destinées à engager un processus de transformation majeur en matière de lutte contre la déforestation importée

Objectif 13 – Élever l'ambition des mécanismes de certification

- l'adoption des critères **high conservation value** et **HCS** / des critères sociaux: respect du consentement libre et éclairé, respect du droit du travail local et des règles et normes de **POIT** / dispositifs d'audit et d'évaluation indépendants / l'accès des petits producteurs à la certification

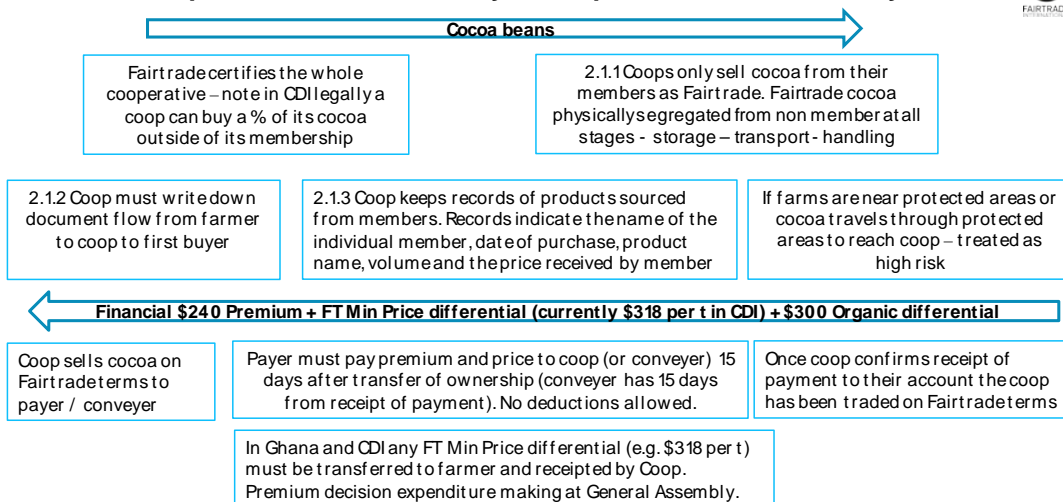




SNDI – Fairtrade standard setting process and farmer coop data ownership

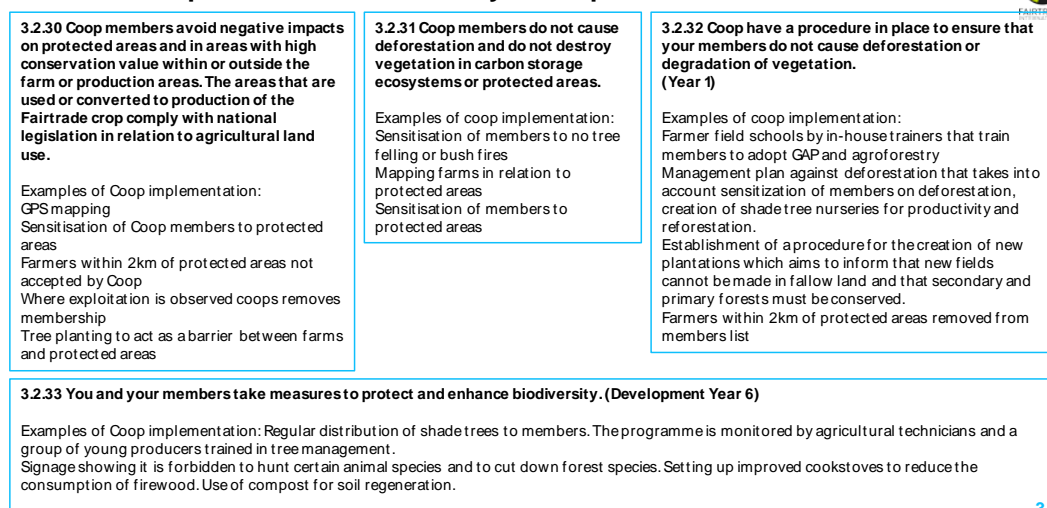
Jon Walker – July 2021

Current requirements and how they are implemented - traceability



2

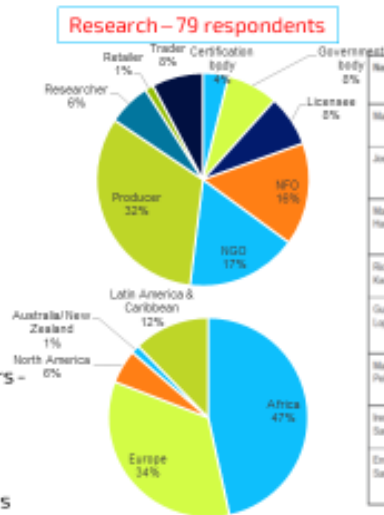
Current requirements and how they are implemented – deforestation



3

Example current process – cocoa standard

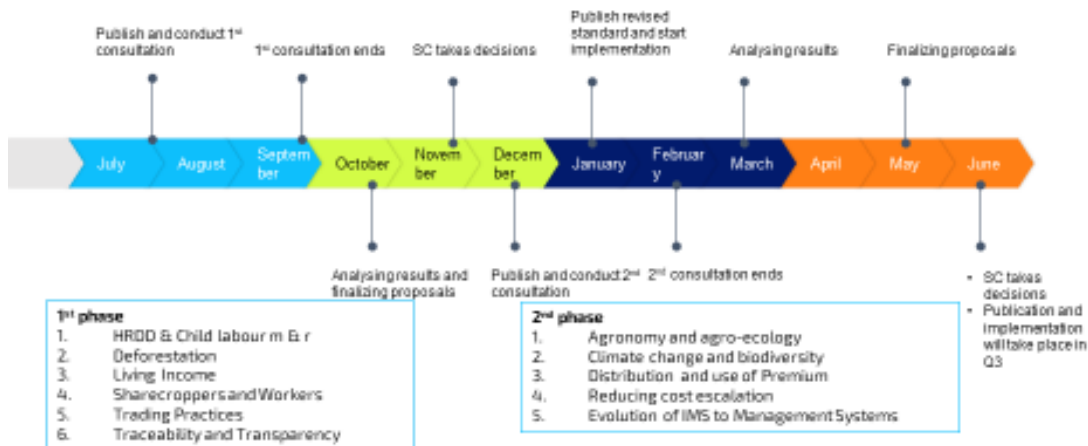
1. Project assignment published
2. Scoping
3. **Research including Key Stakeholder Interviews**
4. Analysis and proposal formation
5. Public consultation – producers – commercial partners – civil society – governments – researchers – all
6. Analysis
7. Decision making Standards Committee



Standards Committee

Name	Position	Representative	Start of first term	End of current term
Mario Beun	Development Manager, Fairtrade Original	Fairtrade Organizations	16.05.2014	15.05.2021
Jon Hansen	Senior Supply and Development Manager, Working Max Hovstad	National Fairtrade Organizations	01.12.2019	30.11.2022
Mario de la Haza	Technical Controller – Policy Process – Supplier Development	Traders	01.07.2015	30.06.2024
Richard Keating	Standards and Certification Officer	Producers Africa	01.10.2019	30.09.2022
Gustavo Lopez	Trade Union Organization Representative	Trade Union Representative	24.03.2021	23.03.2024
Marika de Paiva	Executive Director of Baudino	Producers Latin America and the Caribbean	01.09.2020	31.08.2023
Irishka Sarjewanis	Producer Support Consultant	Producers Asia and Pacific	01.03.2018	01.03.2024
Emile Sarazin	Fairtrade value chain expert for Max Havelaar France	National Fairtrade Organizations	10.06.2018	10.06.2021

Timeline and topics for cocoa standard review



Proposals for the cocoa standard

- Proposal for cocoa on deforestation – due to start mid July decision November 2021:**
- Introduce a cut-off date
 - Geolocation data and gradual introduction of polygon data
 - Introduction of risk assessment using deforestation risk data and monitoring for informing mitigation plans
 - Requirements for traders – support coops in accessing their own data



- Deforestation proposals cannot be viewed in isolation from:**
- Agronomy and agro-ecology
 - Climate change and biodiversity



Consultation December 2021 decision June 2022

Rainforest Alliance :

- Thierry Touchais, le représentant de Rainforest Alliance pour la France, l'Italie et l'Espagne) et Ruth Rennie, la directrice « Standards & Assurance » ont présenté le processus d'élaboration de la nouvelle norme de Rainforest Alliance, commune à tous les produits, et qui est entrée en vigueur quelques jours avant la tenue de l'atelier, à savoir le 1^{er} juillet 2021. La prochaine révision est prévue en 2025. Ils ont également détaillé les activités mise en œuvre actuellement pour renforcer l'effectivité du mécanisme de certification pour la filière cacao, qui a été nettement renforcé et fait l'objet d'investissements conséquents : programme Afrique de l'Ouest, données de géolocalisation, soutien aux producteurs... Les problématiques ayant mené à la décertification de certaines exploitations agricoles ont également été : détailléesempiètement, traçabilité, déforestation, travail des enfants etc... (voir diaporama ci-dessous).
- Fabián Calvo Romero, le responsable Biodiversité de Rainforest Alliance a fait une présentation des exigences de la norme RA 2020 (voir diaporama).



SNDI

- RA 2020 standard en place depuis le 1er juillet 2021
- 2 ans de travail dans la méthodologie iSEAL
- Consultation des parties prenantes, y compris gouvernements
- iSEAL est un metalabel
- Mises à jour annuelles
- Révision tous les 5 ans: 2025, 2030



Standard requirements

6.1.1 No conversion

6.1.2 No production in protected areas

6.1.1. No conversion

		S-farms	L-farms	Group mgt.	S/L
6.1.1	From January 1st 2014 onward, <u>natural forests</u> and other <u>natural ecosystems</u> have not been converted into agricultural production or other land uses.	✓	✓		✓
	Please see Annex S2: Additional Details on requirements for no-conversion				

- Cut-off date: January 1st 2014
- Tackle conversion of natural forest and other natural ecosystems.
- See definitions.

3

What has changed from PM programs?



DEFORESTATION

- PM UTZ and PM RA had different cut off dates.
- We chose **January 1st, 2014** as the cutoff date
 - One single cut-off date makes the requirement clearer
 - Robust data for improved data-driven assurance (**deforestation risk analysis**)
 - In one with market and sector commitments

4

Definitions

Aligned with
Accountability
Framework Initiative
(Afi) ([conversion](#))

[RA 2020 Glossary V1.1](#)

Conversion (of land use)	Change of a natural ecosystem to another land use, or profound change in the natural ecosystem's species composition, structure, or function. This includes the conversion of a natural ecosystem to a plantation, cropland, pasture, water reservoirs, infrastructure, mining, and urban areas.
	Deforestation is one form of conversion (conversion of natural forests).
	Conversion includes severe degradation, or the introduction of management practices that result in a substantial and sustained change in the ecosystem's former species composition, structure, or function
	Change to natural ecosystems that meets this definition is considered to be conversion regardless of whether or not it is legal.

5

Definitions

Natural ecosystem	<p>An ecosystem that substantially resembles – in terms of species composition, structure, and ecological function – one that is or would be found in a given area in the absence of major human impacts. This includes human-managed ecosystems where much of the natural species composition, structure, and ecological function are present. Natural ecosystems include all-natural terrestrial ecosystems (including natural forests, woodlands, shrublands, savannahs, grasslands, and paramo) and all natural aquatic ecosystems.</p> <p>Natural ecosystems include:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Largely "pristine" natural ecosystems that have not been subject to major human impacts in recent history • Regenerated natural ecosystems that were subject to major impacts in the past (for instance by agriculture, livestock raising, tree plantations, or intensive logging) but where the main causes of impact have ceased or greatly diminished and the ecosystem has attained species composition, structure and ecological function similar to prior or other contemporary natural ecosystems; • Managed natural ecosystems (including many ecosystems that could be referred to as "semi-natural") where much of the ecosystem's composition, structure, and ecological function are present; this includes managed natural forests as well as native grasslands or rangelands that are, or have historically been, grazed by livestock • Natural ecosystems that have been partially degraded by anthropogenic or natural causes (e.g., harvesting, fire, climate change, invasive species, or others) but where the land has not been converted to another use and where much of the ecosystem's composition, structure, and ecological function remain present or are expected to regenerate naturally or by management for ecological restoration
--------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

6

Definitions

Natural forests	<p>Forests are land spanning more than 0.5 hectares with trees higher than 5 metres and a canopy cover of more than 10 percent, or trees able to reach these thresholds in situ. It does not include land that is predominantly under agricultural or other land use.</p> <p>Where quantitative thresholds (e.g., for tree height or canopy cover) are established in sector-wide commitments or national or subnational forest definitions, they may take precedence over the generic thresholds in this definition.</p> <p>Natural forests possess many or most of the characteristics of a forest native to the given site, including species composition, structure, and ecological function. Natural forests include:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Primary forests that have not been subject to major human impacts in recent history • Regenerated (second-growth) forests that were subject to major impacts in the past (for instance by agriculture, livestock raising, tree plantations, or intensive logging) but where the main causes of impact have ceased or greatly diminished and the ecosystem has attained much of the species composition, structure, and ecological function of prior or other contemporary natural ecosystems • Managed natural forests where much of the ecosystem's composition, structure, and ecological function exist in the presence of activities such as: • Harvesting of timber or other forest products, including management to promote high-value species • Low intensity, small-scale cultivation within the forest, such as less-intensive forms of swidden agriculture in a forest mosaic • Forests that have been partially degraded by anthropogenic or natural causes (e.g., harvesting, fire, climate change, invasive species, or others) but where the land has not been converted to another use and where degradation does not result in the sustained reduction of tree cover below the thresholds that define a forest or sustained loss of other main elements of ecosystem composition, structure, and ecological function <p>Natural forests may be delineated using the High Carbon Stock Approach (HCSA) methodology; generally, HCSA land-cover categories high-density forest (HDF), medium-density forest (MDF), low-density forest (LDF), and young regeneration (YR) are all considered types of natural forest.</p>
------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

On HCS

7

6.1.2 No production in protected areas

6.1.2	Production or processing does not occur in <u>protected areas</u> or their officially designated <u>buffer zones</u> , except where it complies with <u>applicable law</u> .	✓	✓
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---	---

See definition of protected areas, buffer zones and applicable law (in the context of protected areas)

8

Definitions

Protected area	An area of land declared or designated by relevant authorities as protected because of its recognized natural, ecological and/or cultural values to achieve the long-term conservation of nature with associated ecosystem assets and cultural values. Examples include national parks, wildlife refuges, biological or forestry reserves, private reserves, and areas within UNESCO Biosphere reserves or World Heritage Sites. Production might be allowed in a protected under applicable law, which can constitute a certain zoning in a management plan (multi-use zones), a certain category of protected areas (IUCN categories V, VI), or permits (for example, admitted farms).
Buffer zone	Areas peripheral to a specific protected area, indicated by the relevant authorities, where restrictions on resource use and/or special development measures are undertaken by the authorities to enhance the conservation value of the protected area.

RA 2020 Glossary V1.1

9

Ces présentations ont permis de confirmer plus précisément le diagnostic et de mettre en évidence la convergence entre les exigences de la SNDI et les stratégies mises en œuvre actuellement par RA et Fairtrade pour améliorer l'effectivité de leurs mécanismes de certification.

5. Compte-rendu des session 3.1 : Les régimes de traçabilité

Partant du constat que les exigences de la SNDI ne permettent pas d'envisager l'importation de cacao certifié selon des régimes qui permettent de mélanger des lots de cacao certifié avec des lots de cacao conventionnel, la question des régimes de traçabilité a été discutée. Blaise Desbordes (MHF) et Thierry Touchais (RA) ont rappelé qu'ils proposaient un « menu » et que les acheteurs de cacao avaient le choix parmi les trois régimes de traçabilité proposés : ségrégation, « bilan de masse » ou « identité préservée » dans le cadre de leurs mécanismes de certification. Dans les faits la part du cacao certifié ségrégué est faible. Les négociants et les fabricants de cacao ne souhaitent pas adopter les régimes de traçabilité les plus stricts, principalement pour des raisons de coût.

Blaise Desbordes a affirmé qu'interdire le bilan de masse dans le cadre de la SNDI signifierait limiter drastiquement les importations les volumes achetés aux producteurs vulnérables en Afrique de l'Ouest ». De même, RA n'envisage pas de bannir cette option et attend le législateur sur ce point.

Philippe Déletain du MAEE a affirmé que la SNDI allait devenir une loi et que RA et MHF/Fairtrade devaient être prêts pour la mise en œuvre prochaine d'un système de « diligence responsable » (comme dans le secteur forestier). Au niveau Européen, la France va pousser pour l'interdiction du « bilan de masse ».

6. Compte-rendu de la session 3.2 : L'amélioration du suivi de la déforestation et de la dégradation des forêts

Concernant l'amélioration du suivi de la déforestation et de la dégradation des forêts, la discussion s'est focalisée sur l'enjeu de disposer de données géo-cartographiques fiables pour mener à bien les contrôles.

- Thierry Touchais, et Ruth Rennie ont présenté les activités mises en œuvre actuellement pour renforcer l'effectivité du mécanisme de certification pour la filière cacao, qui fait l'objet d'investissements conséquents : programme Afrique de l'Ouest, données de géolocalisation, soutien aux producteurs... Les problématiques ayant mené à la décertification de certaines exploitations agricoles ont également été détaillées :empiètement, traçabilité, déforestation, travail des enfants etc...
- Fabián Calvo Romero, le responsable Biodiversité de Rainforest Alliance a fait une présentation très complète sur le suivi de la déforestation et de la dégradation des forêts. Il a présenté les nouveaux outils de RA, et notamment la cartographie des risques géophysiques et les tableaux de bord (voir diaporama ci-dessous / voir aussi en ligne : <https://ragis.maps.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/ab5972d42f1941f0bd797a2743d84246>)
- Jon Walker de Fairtrade a pour sa part soulevé les enjeux relatifs à la qualité des données (polygones des exploitations / cartographie des zones déforestées), à leur interconnection et à la propriété des données des producteurs (voir graphiques ci-dessous avec les deux modèles de propriété des données : situation actuelle et vision de Fairtrade).



RA et le cacao

- Programme Afrique de l'Ouest 2019-2021
- Renforcement des normes et de l'assurance:
- 92% empiètement, 90% traçabilité, 88% rendement, 85% no premium, 22% déforestation, 20% travail des enfants
- Investissement RA de 5M\$, dont 2M\$ au Cocoa Fund
- Amélioration de la traçabilité:
 - Données géolocalisation, équipes de soutien aux producteurs
- Le standard RA offre les options IP, ségrégué et bilan massique



Risk Maps: deforestation and production in protected areas

What is a risk map 2021?

1. It is a **mandatory** risk assessment in the risk-based assurance system of the new RA standard.
2. Map that indicates the risk levels of farm for key topics part of the certification program:
 - Indication of deforestation risk,
 - Indication of the risk of encroachment in Protected Areas.

The user can see the color-coded indication of risk level of each farm part of the certification scope.



11

Importance

• Why do we need these risk maps?

Risk maps bring more effectivity, credibility and transparency in the certification process.



CHs are aware of their risks and can take action.




It brings credibility and effectivity to our certification program.



CBs have geodata-oriented support tool to clearly assess risks.

12

Geolocation Data Requirements

No.	Core requirements	Grou	
		S-farms	
1.2.12	<p>For 100% of the farms, <u>geolocation data</u> of the largest <u>farm unit</u> with the <u>certified</u> crop is available.</p> <p>For at least 10% of the farms, this is in the form of a GPS <u>polygon</u>. For all other farms, this can be in the form of a location point.</p>  <p>Please see Guidance Document D: Geolocation Data Requirements and Risk Maps</p>		
1.2.13	A <u>polygon</u> is available of the farm. If the farm has multiple <u>farm units</u> , a polygon is provided for each farm unit.		

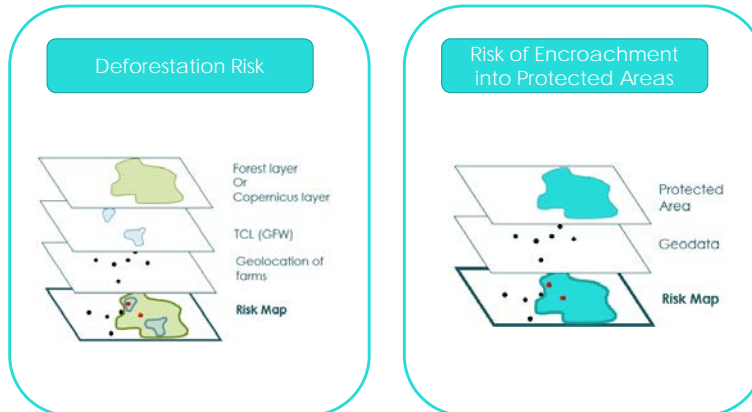
13

Geolocation Data Requirements

No.	Mandatory Improvement		
1.2.14 L1	<p>Geolocation data is available for 100% of all farm units. At least 30% is in the form of polygons.</p> <p>Yearly progress on the indicators needs to be shown, corresponding to the target to reach at the end of year three.</p> <p>Indicator:</p> <ul style="list-style-type: none"> • % of farm units with geolocation data • % of farm units with polygons 		
1.2.15 L2	<p>Polygons are available for 100% of the farm units.</p> <p>Yearly progress on the indicators needs to be shown, corresponding to the target to reach at the end of year six.</p> <p>Indicator:</p> <ul style="list-style-type: none"> • % of farm units with geolocation data • % of farm units with polygons 		

14

How are geophysical risk maps made?



15



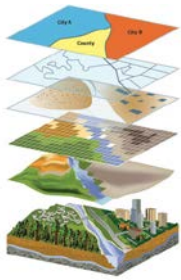
Layers – Deforestation risks- For all the countries?

RA Forest Layer
 Spatial resolution: 10m
 Priority countries (PC): Cdl:
 Ghana, Indonesia, Honduras,
 Nicaragua, Perú, Cameroon,
 Nigeria
 Crops: Cocoa, coffee (zones)

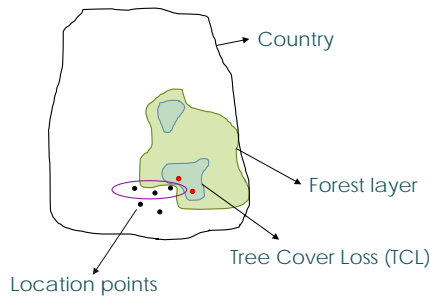
Copernicus Land cover layer
 Spatial resolution: 100m
 Countries: all the rest
 Crops: Cocoa, coffee

Tree cover loss (TCL)
 Name: Hansen UMD Tree Cover Loss
 Spatial resolution: 30m
 Version: 2.0.7

Deforestation risk

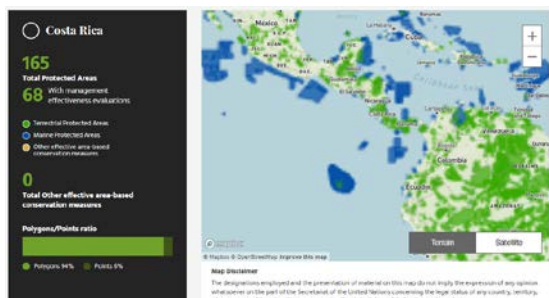


How are geophysical risk maps made?

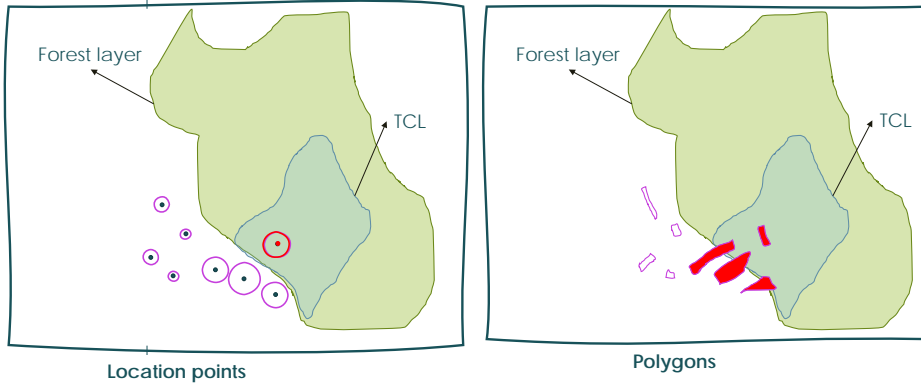


Layers – Production in protected areas

- World Database on Protected Areas (WDPA)
- Updated base on National Maps

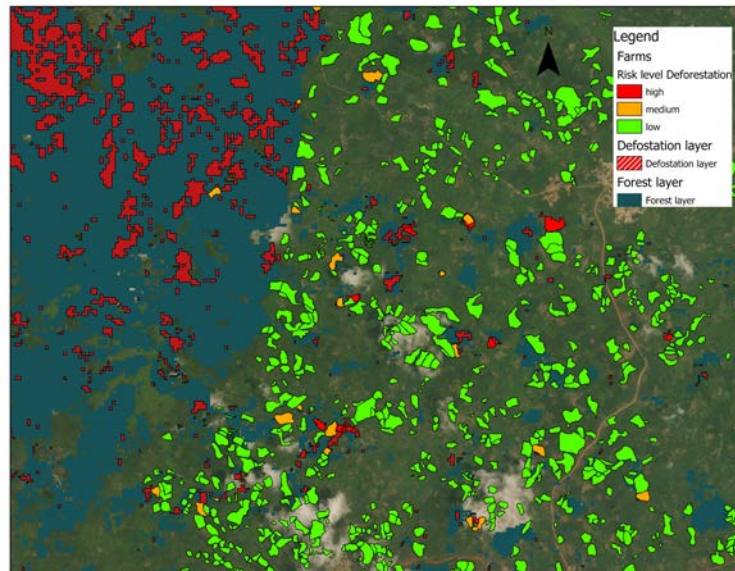


Why are polygons so important?



19

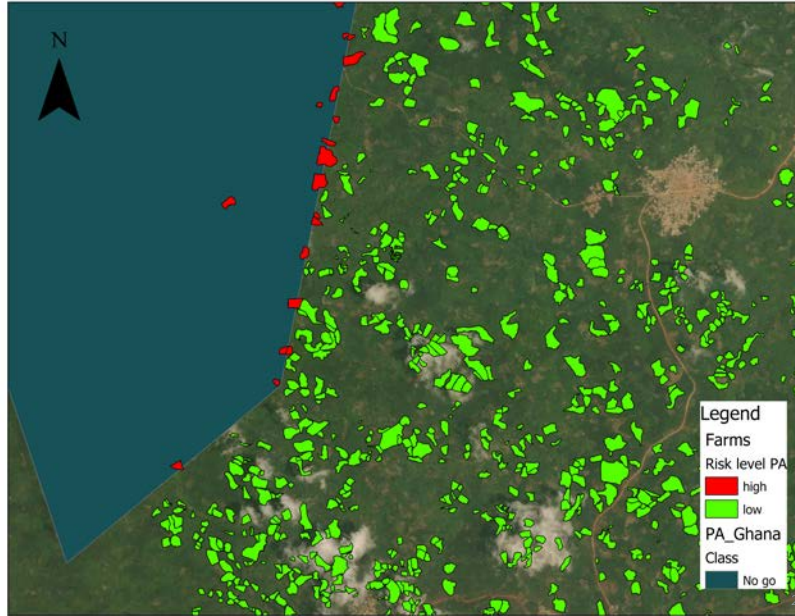
Deforestation risk



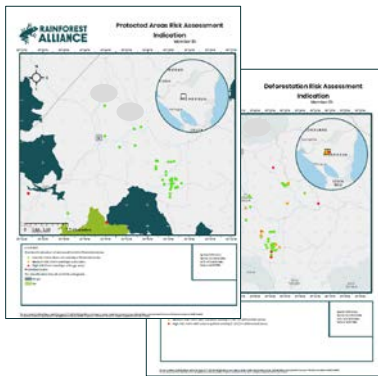
20



Encroachment in PA risk



Deliverables for the user



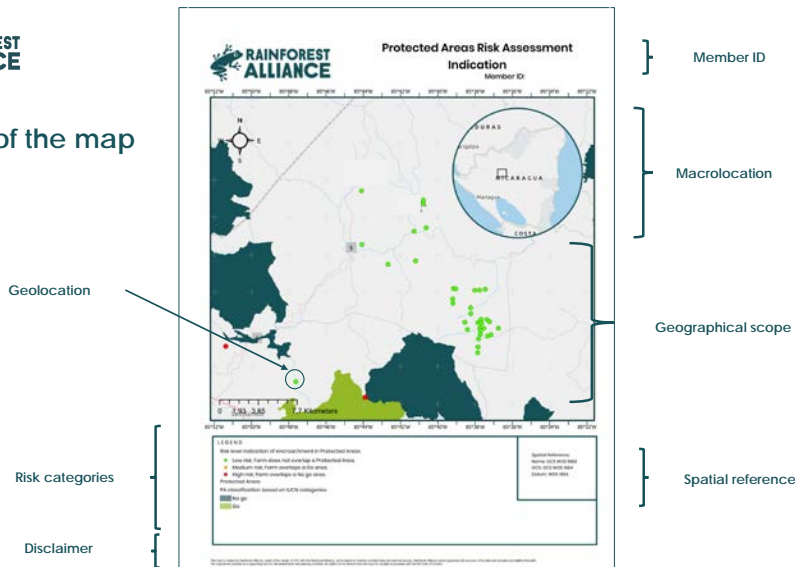
GeoPDFs
(not yet implemented)

OBJECTID	Member	MemberID	FarmID	Latitud	Longitud	FarmArea	Area_a_within_deforested	within_PA	risk_def	risk_PA			
1	1	COOP	DA	COOP	DA	13	94	487.74	16.13	years	False	low	low
2	2	COOP	DA	COOP	DA	13	79	3.06	1.03	no	False	low	low
3	3	COOP	DA	COOP	DA	13	137	11.97	1.4	no	False	low	low
4	4	COOP	DA	COOP	DA	13	151	4.92	2.81	no	False	low	low
5	5	COOP	DA	COOP	DA	13	177	7.04	0.7	no	False	low	low
6	6	COOP	DA	COOP	DA	13	108	1.41	1.23	no	False	low	low
7	7	COOP	DA	COOP	DA	13	192	4.92	2.28	no	False	low	low
8	8	COOP	DA	COOP	DA	13	759	4.73	2.11	no	False	low	low
9	9	COOP	DA	COOP	DA	13	134	7.2	2.46	no	False	low	low
10	10	COOP	DA	COOP	DA	13	168	2.21	2.13	no	False	low	low
11	11	COOP	DA	COOP	DA	1	251	5.83	1.41	no	False	low	low
12	12	COOP	DA	COOP	DA	1	111	4.22	3.41	years	False	low	low
13	13	COOP	DA	COOP	DA	13	228	22.54	2.11	no	False	low	low
14	14	COOP	DA	COOP	DA	13	109	1.41	1.41	no	False	low	low
15	15	COOP	DA	COOP	DA	1	102	4.93	1.41	no	False	low	low
16	16	COOP	DA	COOP	DA	13	128	14.68	3.52	years	False	low	low
17	17	COOP	DA	COOP	DA	13	220	48.2	28.17	years	False	medium	low
18	18	COOP	DA	COOP	DA	13	177	7.04	2.43	no	False	low	low
19	19	COOP	DA	COOP	DA	13	178	4.22	1.41	no	False	low	low
20	20	COOP	DA	COOP	DA	13	103	13.49	2.11	no	False	low	low
21	21	COOP	DA	COOP	DA	13	107	13.97	1.41	no	False	low	low
22	22	COOP	DA	COOP	DA	13	151	63.38	11	years	False	medium	low
23	23	COOP	DA	COOP	DA	12	180	2.64	2.11	no	False	low	low

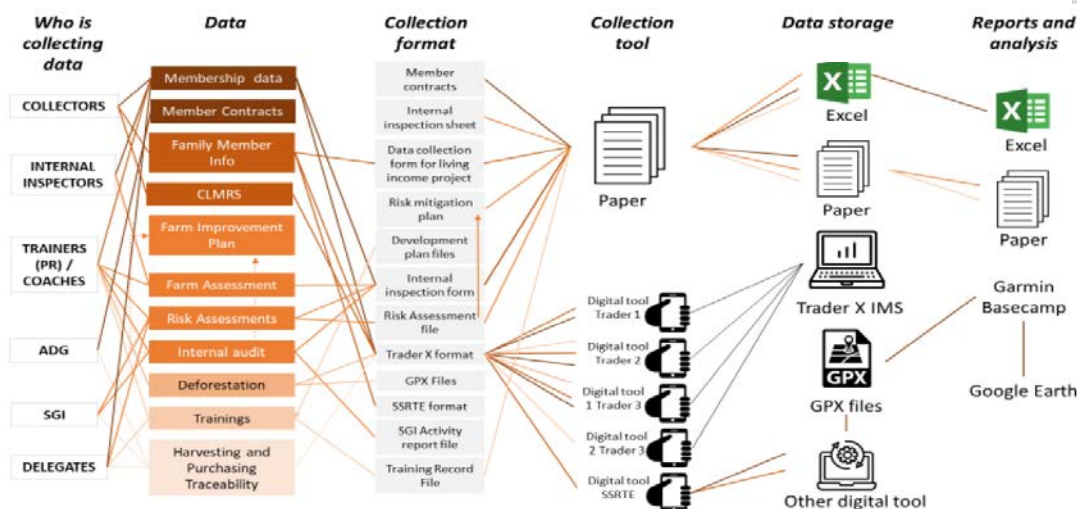
Database



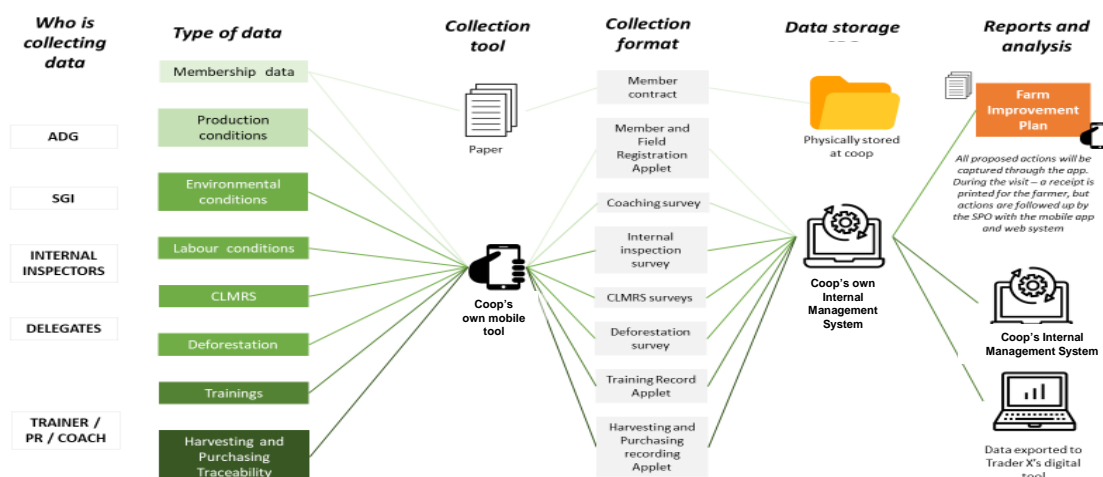
Elements of the map



Cooperatives and their access to data - the current situation



A vision for Cooperative ownership and farmer benefit



8

7. Compte-rendu de la session 3.3 : Les approches juridiques

En ce qui concerne les approches juridiques, qui a emporté l'adhésion totale des 22 répondants au questionnaire, elles apparaissent difficiles à mettre en œuvre pour RA et Fairtrade International. Certifier un territoire n'est pour l'instant pas dans leur domaine de compétence. RA participe déjà à des projets pilotes, dont un au Ghana, et y voit pas mal de difficultés notamment au niveau du partenariat avec les autorités locales. Le développement de ces approches n'est pour l'instant pas à l'ordre du jour au niveau de RA et Fairtrade.

8. Compte-rendu de la session 4 : Formalisation d'une démarche de progrès pour accroître la compatibilité des standards de Rainforest Alliance et Fairtrade avec la SNDI

Rainforest Alliance :

- Thierry Touchais, le représentant de Rainforest Alliance pour la France, l'Italie et l'Espagne) et Ruth Rennie, la directrice « Standards & Assurance » ont présenté les points de convergence /chantiers communs qu'ils ont identifié entre la SNDI et la stratégie de RA pour la filière cacao, à savoir :
 - 1) Mettre le label Rainforest Alliance au service de la mise en place d'une garantie d'un chocolat « zero déforestation » par le gouvernement français ;
 - 2) La mobilisation des fonds de l'AFD pour soutenir les producteurs de cacao (diversifier des ressources notamment) ;
 - 3) La mise à jour de la cartographie des zones protégées
 - 4) La sensibilisation des consommateurs
 - 5) Les achats publics



... 2030

- Points de convergence:
 - ✓ Garantie du gouvernement label chocolat zéro déforestation
 - ✓ Lien AFD diversification des ressources et soutien des producteurs
 - ✓ Mise à jour de la cartographie des zones protégées
 - ✓ Sensibilisation des consommateurs

De même Blaise Desbordes de Max Havelaar France a réaffirmé la disponibilité des équipes de l'association / de la fédération internationale pour avancer sur le chantier certification.

Ce dialogue doit être élargi à l'ensemble des acteurs de la filière car les labels ne peuvent pas lutter à eux seuls contre la déforestation dans la filière cacao, ils ne représentent qu'un « outil » au service des acteurs de la filière. C'est l'objet de la session suivante sur l'initiative FRISCO.

9. Compte-rendu de la session 5 : Liens avec l'initiative FRISCO et avec la constitution d'un groupe de Travail Cacao au sein du comité de suivi de la SNDI

Blaise Desbordes, directeur de Max Havelaar France mandaté par le collège des associations de l'initiative, a présenté le principe des plateformes publiques/privées européennes pour un cacao durable (avec les exemples de l'Allemagne, la Belgique, la Suisse et les Pays-Bas) puis l'état d'avancement de l'initiative française FRISCO (French Initiative on Sustainable COcoa). Cette initiative est actuellement à la recherche d'un portage politique, imaginé comme un « port

d'attache multi-ministériel » (voir diaporama ci-dessous). Ces initiatives visent trois piliers : revenu des producteurs, travail des enfants et déforestation.

Le principe DES plateformes CACAO nationales d'engagement (isco's) efficaces

Depuis 2014 plusieurs initiatives nationales pour un cacao durable déjà structurées en Europe et sont en cours d'harmonisation :

- GISCO (Allemagne 2012)
- SWISSCO (Suisse 2014)
- Beyond Chocolate (Belgique 2018)
- DISCO (Pays-Bas 2020)



Une plateforme multipartite d'engagement avec la participation de :

- Pouvoirs publics (souvent à l'initiative et fortement impliqués)
- Industrie du chocolat et distributeurs
- ONG's et certifications
- Organismes de recherche

Sujets clé :

- Revenu vital pour les producteurs
- Travail des enfants
- Déforestation
- Mais aussi égalité des genres et lutte contre le changement climatique



L'EXEMPLE DE Beyond Chocolate

- + de 100 entreprises et organisations signataires
- Des engagements importants :
 - d'ici 2025 100% du chocolat belge devra être certifié
 - D'ici en 2030 les producteurs de cacao devront percevoir au minimum un revenu vital et zéro déforestation découlant de la production de cacao pour le secteur belge du chocolat

Un texte est drafté mais la plateforme n'est pas encore opérationnelle. Pour l'instant deux collèges sont structurés : le collège entreprises, coordonné par l'Alliance 7/ Le syndicat du chocolat, et le collège « ONG et certification ». Ce collège a proposé des amendements au texte initial.

Un draft texte est rédigé

Initiative française pour un cacao durable

Sommaire

1. Notre projet commun
2. Champ d'intervention et coopération
3. Effets attendus
 - Améliorer durablement le revenu des familles de cacaoiculteurs
 - Contribuer à mettre fin à la déforestation et à la dégradation

En signant cette Initiative française pour un cacao durable (FRISCO), nous nous engageons dans un objectif commun : rendre le secteur du cacao durable. La culture du cacao est une activité économique et ses exploitants sont des entrepreneurs ruraux qui ont pour source de revenus principale la production de cacao. L'objectif principal est d'améliorer de manière durable les moyens de subsistance des familles de cacaoiculteurs.

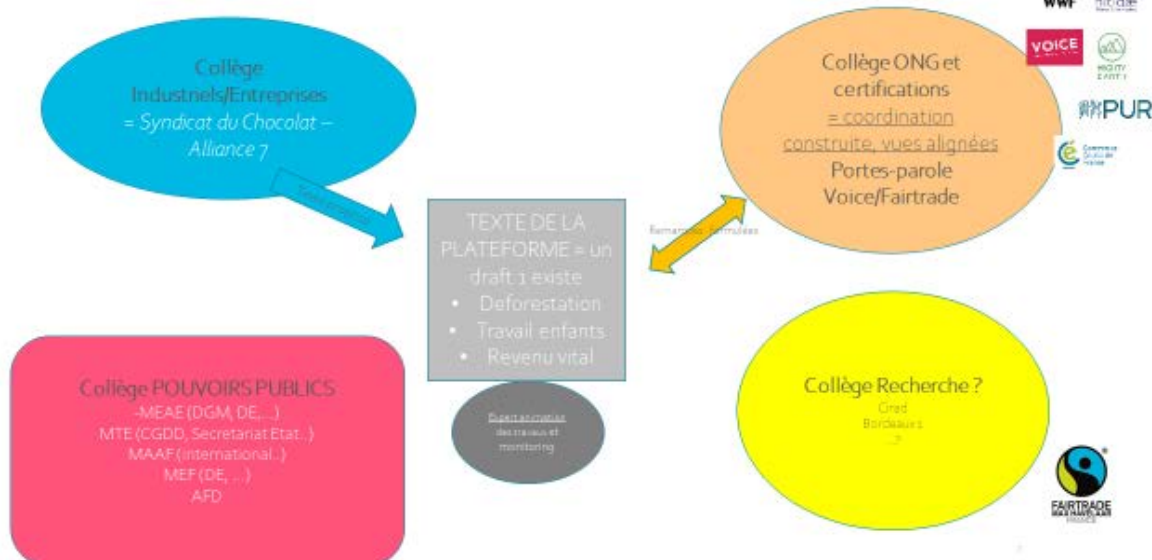
Nous nous engageons à contribuer collectivement à l'atteinte des objectifs suivants dans les régions productrices de cacao les plus importantes pour l'industrie française :

- **Améliorer durablement le revenu des cacaoiculteurs, de leurs familles et communautés afin de leur permettre de tirer davantage profit de leur culture ;**
- **Contribuer, avec l'ensemble des parties prenantes, à lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts dans les régions d'approvisionnement de l'industrie française du cacao et de leurs partenaires commerciaux d'ici à 2025 ;**
- **Contribuer, avec l'ensemble des parties prenantes, à prévenir et à lutter contre le travail des enfants sous toutes ses formes dans les régions productrices de cacao d'ici à 2025.**

2024 - PRÉSENTATION MAX HAVELAAR FRANCE

Deux autres collèges sont souhaités, à savoir un collège « pouvoirs publics » et un collège « recherche ». La gouvernance de cette plateforme doit donc être stabilisée pour qu'elle soit officiellement créée et son texte d'engagement validé.

Où en sommes nous en France ?



La question du portage politique et du « tiers de confiance pour organiser les échanges » a été soulevée durant la discussion. Il a été rappelé que le CST Forêt, piloté par l'AFD, n'avait pas de mandat politique. Son objectif est la formulation de recommandations. Le Commissariat Général au Développement Durable pourrait jouer un rôle actif dans le lancement de cette plateforme FRISCO.

Il a été rappelé par Diane Simui, adjointe au Commissaire général au développement durable au Ministère de la transition écologique et solidaire, que la volonté politique était là dans le cadre de la SNDI et qu'il y avait un « momentum ». La 1^{er} octobre apparaît comme une date clé (journée mondiale du chocolat) de même que le 8 octobre 2021 (séquence ministérielle du sommet Afrique France à Montpellier).

Une nouvelle réunion sera organisée en septembre 2021 à l'initiative du Commissariat général au développement durable.

Le sponsoring public est clé : même si on parle d'engagements volontaires (ex. alexander De Cro, PM belge)

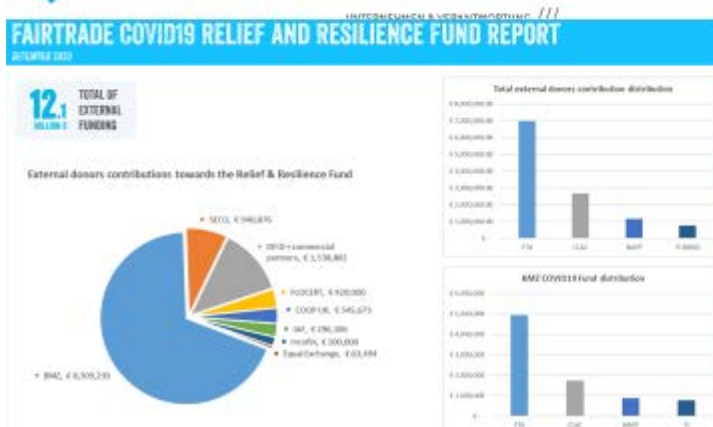


The collage includes a screenshot of the 'Beyond Chocolate' website on the left, showing navigation menus and a central text block: 'Alexander De Cro lance avec le secteur du chocolat grande de distribution et la société civile un partenariat un chocolat belge durable'. To the right is a grid of logos categorized into: 'Public Sector' (Belgium, Enabel, BIO), 'Chocolate Sector' (NEURUS, chopra, MARS, Cargill, KIM'S, Olam, Puratos, Mondelez), 'Relations' (ALCO, Carrefour, ECOM, TRIAS), 'NGO's' (BOS, WWF, rikeite, Sparilia, OXFAM), 'Certification Standards' (SAFROBEST ALLIANCE, Bieforum, Knowledge Institutions, vifros), and 'Trade Unions' (UNIASSELT, ARZS, ULE, KU LEUVEN).

Exemple De soutiens récents durant la crise covid par la coopération allemande

1 Fonds d'urgence Covid de 12M€, dont 8,3 M€ BMZ et 1,53 M€ DFID

Soutien du Ministre allemand du Développement, Gerd Müller à la consommation de chocolats équitables à Pâques



UNTERNEHMEN & VERANTWORTUNG

Einmal wieder die regionalen Kakaos werden... (Text in German describing the chocolate industry's response to the crisis)

FAIR und LECKER

- 100% Belgische Schokolade
- Alle Kakaobohnen sind fairtrade
- Die Kakaobohnen, die verantwortungsvoll geerntet werden
- Die leckeren Sorten: Haselnuss, Schokolade und 100% Zartbitter

Osterzeit ist Familienzeit. Sie können dabei nicht nur Ihnen und Ihren Liebsten etwas Gutes tun, sondern auch den Menschen, die unseren Kakao ernten. Mit Tony's Open Chain und Ferrarolo setzt ALDI SÜD auf eine nachhaltige Änderung der Kakaoindustrie. Wenn Sie beim nächsten Einkauf darauf achten, helfen Sie mit, dass keine Kinder mehr auf Plantagen arbeiten müssen und ihre Eltern einen fairen Lohn erhalten. Ich freue mich, dass ALDI SÜD hier vorne geht.

Dr. Gerd Müller, Bundesminister für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung

Vers une plateforme cacao française qui conforte la relation franco-ivoirienne ?

Un dispositif presque finalisé : Une initiative française pour un cacao durable (FRISCD) a été initiée par le Syndicat du Chocolat - état des lieux :

- L'industrie est prête, un texte est drafté, mais la plate-forme n'est pas en place
- Manque encore d'une gouvernance claire et d'un organisme neutre de coordination faute d'implication des pouvoirs publics
- Les ONG prêtes à jouer le jeu si ambition, et prêtes à contribuer

La filière cacao fragilisée: La Côte d'Ivoire risqué de subir un triple choc socio-économique fin 2021

- fermeture UE aux produits non certifiés anti-déforestation
- déprime actuelle du prix
- bras de fer actuel avec les multinationales américaines contre l'OCPEP du Cacao

- **Le MTE et le MEAE pourraient soutenir une plateforme française cacao durable afin de :**
 - Soutenir la Côte d'Ivoire en apportant une solution non pas politique mais économique : les acteurs économiques fédérés/rassemblés autour d'objectifs de développement
 - Garder un leadership français sur le cacao durable en Europe et valoriser le SNDI française
- **L'AFD, acteur clef de la structuration des filières durables, pourrait jouer un rôle de facilitateur de cette plateforme d'acteurs**
- **Un lancement officiel lors de la Journée Mondiale du Cacao le 1er octobre 2021 aurait un certain retentissement (p ?)**

